

Déclaration liminaire au CTL du 23/04/2015

Les contribuables reçoivent en ce moment leur déclaration de revenus. Comme chaque année, ils seront nombreux à solliciter les services de la DGFIP. En 2014, pendant la campagne de réception du public (qui ne dure « que » quelques semaines) on dénombrait 6 millions de visites et plus de 3 millions d'appels téléphoniques (on rappellera que le nombre de sollicitations a doublé depuis 2002).

L'année 2015 sera également très forte en terme de demandes de renseignements, d'appels téléphoniques, de visites à l'accueil. Les agents seront donc tout particulièrement sollicités.

Ils sont cependant de moins en moins nombreux pour assurer leurs missions : 30 000 emplois (plus de 21 % des effectifs globaux) ont été supprimés à la DGFIP depuis 2002.

Les conséquences de cette situation sont intenable. Les usagers attendent plus longtemps à l'accueil. Les agents disposent de moins de temps pour répondre précisément aux demandes des contribuables. Pour tenter de pallier le manque d'emplois, des collègues d'autres services sont appelés à la rescousse, mais pendant ce temps là, leur travail n'est pas fait. Enfin, comme chaque année, les pouvoirs publics poussent à l'utilisation des nouvelles technologies (la déclaration en ligne). Or, même les contribuables qui télédéclarent leurs revenus ont besoin de renseignements et sollicitent les services de la DGFIP.

Tout plaide pour un arrêt des suppressions d'emplois et un renforcement des services de la DGFIP, qu'il s'agisse de l'accueil du public, de la lutte contre la fraude, des relations avec les collectivités locales, des missions cadastrales etc.

La campagne de réception du public s'annonce donc chargée et tendue. Solidaires Finances Publiques vous interpelle sur la situation de plus en plus « limite » et de moins en moins tenable des services.

Il ne suffit pas de répéter sans cesse pouvoir compter sur l'engagement et le sens du service public de chacun d'entre nous et de reconnaître l'efficacité de nos services.

La reconnaissance passe aussi par une revalorisation de nos frais de mission qui sont en berne. Alors que les prix du gasoil et de l'essence ont augmenté de plus de 30% depuis 2006 (sans parler des frais d'achat et d'entretien de nos véhicules, du surcoût de l'assurance pour leur usage à titre professionnel, des frais de parking ou de péage entièrement à notre charge), le barème kilométrique n'est pas revalorisé depuis 7 ans.

De même, l'administration octroie une obole de 55 euros par nuitée pour un agent en mission. L'indice INSEE fait état d'un prix moyen allant de 85 à 120 euros pour un 2*. De plus, les frais forfaitaires de repas sont inférieurs aux tarifs réellement pratiqués.

Les agents subissent sur leurs finances personnelles une part toujours plus élevée de frais professionnels engagés pour accomplir leurs missions.

Parallèlement, l'administration fiscale édite et fait appliquer chaque année un barème d'indemnités kilométriques pour les contribuables. A la différence du barème appliqué aux fonctionnaires, il est plus élevé depuis toujours et revalorisé chaque année, ce qui rend d'autant plus inacceptable et incompréhensible un tel décalage entre les deux barèmes.

Cette situation ne peut plus durer ! Solidaires Finances Publiques exige dès aujourd'hui une revalorisation des frais kilométriques et une augmentation du remboursement des frais de nuitée.

Solidaires Finances Publiques revient vers vous sur le plan triennal de réorganisation du réseau. Qu'en est-il de l'approbation de votre plan par la DG ? Les élections départementales étant passées, il est temps de clarifier précisément vos intentions et de ne plus laisser les agents et les services dans l'expectative. Ils ont le droit de savoir. 2016, c'est demain !

Sur l'ordre du jour de ce CTL, Solidaires Finances Publiques réaffirme son opposition ferme à la décision dogmatique de l'administration de pallier les suppressions d'emplois par davantage de fermeture au public. Si la DGFIP a pris conscience que ses agents n'étaient plus en mesure d'assurer l'accueil sur la base de l'offre qu'elle a instaurée, elle ne peut se voiler la face en estimant que la fermeture hebdomadaire annulera la charge de travail de cette journée. En effet, il ne s'agira que d'un transfert de charge. Solidaires Finances Publiques votera contre toute restriction d'ouverture par rapport à l'existant.

En ce qui concerne le DUERP, dans sa note locale du 20 septembre 2013, la DRFIP Nord affirmait la main sur le cœur que : « la sécurité des agents, la protection de leur santé et l'amélioration de leurs conditions de vie au travail constituent [ses] premières préoccupations ».

Dans les faits, Solidaires Finances Publiques dénonce une mise à jour à la petite semaine du DUERP, dont nous avons déjà contesté la méthodologie et le déclassement unilatéral de certains risques côtés A. Cela témoigne du mépris de la Direction pour les conditions de vie au travail des agents.

